

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 23 octobre 2012

La filière automobile : comment relever les défis d'une transition réussie ?

Déclaration du groupe de la CFE-CGC

Appréhender les défis d'une transition réussie pour le secteur automobile, c'est prendre la mesure des enjeux qui attendent l'industrie en général. Au-delà de l'emblème, cette filière en constitue avant tout l'un de ses principaux moteurs, tant par les emplois directs, indirects et de services qu'elle génère, que par son empreinte territoriale. Son impact environnemental, notamment, en matière d'émissions de CO₂, est, quant à lui, au cœur des schémas de mobilité et du véhicule du futur.

À n'en pas douter, elle traverse, outre ses problèmes structurels actuels, une séquence délicate et déterminante pour un ancrage national que la CFE-CGC défend avec force.

Si l'élaboration de cet avis a pris du temps et a été âprement débattu, c'est qu'il recouvre une somme de défis qui se combinent et interagissent tels que : stratégie, technologie, compétitivité, international, environnement et, bien sûr, l'emploi, qui reste pour nous la logique et le fil conducteur.

Nous soulignons la qualité du volet constat, à la fois précis et complet, mais nous regrettons la tiédeur relative de certaines préconisations dans le volet propositions.

S'il est pointé, par exemple, que la France a tous les ingrédients d'une filière, force est de constater que les pouvoirs publics peinent, malgré l'urgence, à la mobiliser, à la rendre efficiente, encore moins industriellement solidaire. Après les États généraux en 2009, puis la charte, la CNI ou à travers la PFA, fût-elle de deuxième génération, la relation insuffisamment régulée entre grands donneurs d'ordres et sous-traitants, reste asymétrique et problématique. Dans ces conditions, comment rassembler les acteurs, ETI et PME en particulier, dans une démarche « club France » à l'international, débouché très concurrentiel mais essentiel à leur développement ?

L'État, qui se veut stratège, possède des leviers puissants *via* le Crédit impôt recherche, la Banque publique d'investissement ou le soutien en tant que prescripteur aux pôles de compétitivité. Face au risque de contraction du crédit, le CESE aurait pu détourner plus distinctement ces problèmes de financement, être plus tranché et engagé dans ses préconisations. Si nous nous félicitons que les facteurs hors coûts aient été pointés, la CFE-CGC regrette que les aspects de compétitivité amont et aval à la filière n'aient pu véritablement être abordés au fond.

Relever le défi de l'emploi demeure bien notre préoccupation première. Une grande partie des difficultés d'aujourd'hui, y compris les surcapacités, réside dans les choix et non-choix d'hier. Comment ne pas en tirer enseignement pour le futur? Accompagner et faciliter la mobilité intersites mais aussi vers des filières où l'offre peine à être pourvue

(comme l'aéronautique par exemple) constitue une des bonnes réponses à l'employabilité des salariés. Cette piste pourrait être un bon exemple de concertation tripartite : pouvoirs publics, employeurs, organisations syndicales.

Les métiers sont en forte évolution dans la filière comme dans l'ensemble de l'industrie. Objets d'études quantitatives et qualitatives *via* les observatoires paritaires des métiers, ils ne constituent pas, nous le déplorons, un véritable enjeu de négociation entre les partenaires sociaux et les pouvoirs publics. Les accords de GPEC, s'ils sont présents, n'ont pas véritablement réussi à anticiper les besoins de renouvellement et ce, bien au-delà des secteurs de R&D. Pourtant, initiale ou continue, la formation demeure un formidable outil d'adaptation aux besoins en compétences sans cesse croissantes.

Malgré ces réserves et interrogations, la CFE-CGC gage que cet avis contribuera au choc de conscience nécessaire au « redressement productif » de la filière. Parce que le diagnostic nous semble largement partagé et que les pistes énoncées constituent un matériau de base pour un dialogue de qualité, voire des négociations, nous parions sur un consensus entre tous les acteurs.

Il en va d'une transition réussie et donc de l'avenir de la filière automobile, c'est pourquoi le groupe a voté cet avis.